

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



INTERNATIONALISME

N° 375

3-4e trimestre 2021

1 Euro

fr.internationalism.org
benelux@internationalism.org

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

BELGIQUE: HAUSSES DE PRIX, RÉORGANISATIONS, TRAVAIL PLUS DUR ET PLUS LONG, ...

S'opposer à l'intensification de l'exploitation !

Après l'énorme chute économique enregistrée au cours de la première année de la pandémie, la bourgeoisie belge mise depuis l'été dernier sur une relance. Suite à la crise Covid-19, le contexte dans lequel doit se dérouler cette « reprise » est devenu très complexe et imprévisible, et confronte la bourgeoisie à une accumulation d'obstacles qui la conduiront inévitablement à intensifier ses attaques contre les conditions de vie et de travail des travailleurs.

Avant la pandémie de mars 2020, l'économie belge était déjà gravement touchée par une perte de compétitivité, une croissance économique inférieure à la moyenne de la zone euro, un niveau d'endettement des entreprises relativement élevé et une dette publique élevée (1). Ce constat avait déjà amené Bar Van Craeynest, économiste en chef au Voka (l'organisation du patronat flamand), à exprimer son inquiétude face au déclin permanent de l'économie belge: «Après de graves crises économiques dans les années 1970 et de nouveau après 2008, notre économie a marqué à chaque fois un recul. Ensuite, le rythme de la croissance économique «normale» a ralenti pour ne jamais revenir au niveau d'avant la crise (...) Avant la crise actuelle, notre potentiel de croissance était déjà tombé à un maigre 1,2%. Nous ne pouvons plus nous permettre d'aller encore plus bas» (2).

Les graves conséquences de la crise du Covid

La contraction économique en 2020 due à la pandémie a été sans précédent : 8,5 %. Elle a été plus importante que la contraction économique d'il y a dix ans pendant la crise financière et même la plus forte contraction depuis la seconde guerre mondiale. En 2021, la croissance attendue est de 5,4 %. Mais cela ne signifie pas que l'économie a déjà remonté la pente.

Si l'on compare les prévisions de croissance pour 2021 à celles de 2019, on constate toujours une contraction de 3%. Une reprise significative prendra certainement des années, à condition, bien sûr, qu'une reprise progressive de 3 % ou plus soit possible en 2021 et 2022.

Les efforts financiers consentis pour soutenir l'économie pendant la pandémie ont déjà considérablement augmenté la dette publique pour la seule année 2020: «les mesures de soutien aux entreprises et aux ménages ont grevé le déficit public, qui s'est établi à 9,4% du PIB. Sous l'effet combiné du déficit élevé et du recul du PIB, la dette publique a bondi à 114,1 % du PIB» (3). La même

dette publique ne diminuera pas ou très peu en 2021, malgré la fragile reprise économique, avec un déficit budgétaire estimé à environ 6,8%. Selon le journal *De Tijd*, le déficit nominal pour 2021 du gouvernement fédéral et des trois gouvernements régionaux réunis est estimé à 7,28% du PIB, soit 35,7 milliards d'euros.

En outre, «les déficits de 2020-2021 ne sont que partiellement temporaires. D'après les estimations du Bureau du plan (et confirmées par d'autres organisations), après cette crise, nous continuons à faire face à des déficits importants» (4). L'augmentation de la dette au cours des dix-huit derniers mois, tant au niveau des gouvernements fédéral et régionaux qu'au niveau des entreprises, a rendu les fondements de toute reprise infiniment plus difficiles. Les fondamentaux sont devenus beaucoup plus instables, ce qui accélère considérablement l'apparition de chocs économiques (tels que l'inflation et les prix de l'énergie aujourd'hui), et aggrave leurs conséquences.

Si les interventions massives de l'État au cours des dix-huit derniers mois ont permis d'éviter une faillite sur deux et d'éviter l'explosion du chômage, on peut s'attendre à ce que la fin de la perfusion «coronaire» provoque une vague de faillites. Cela affectera principalement de nombreuses petites et moyennes entreprises qui ne seront plus en mesure de rembourser leurs dettes jusqu'à présent partiellement financées par les aides d'État. Dans le commerce de détail non alimentaire, en particulier, mais aussi dans des secteurs tels que l'hôtellerie, les événements et le tourisme, de nombreuses faillites et licenciements sont à prévoir. Près d'un quart des restaurants de la province d'Anvers, qui proposent un service complet à table, sont aujourd'hui en difficulté (5). Des dizaines de milliers de travailleurs seront mis en chômage total ou partiel.

Tant que le virus n'a pas disparu et continue de peser sur la société et l'économie, l'adage de la bourgeoisie belge est «apprendre à vivre avec le

virus», même si cela se fait au détriment de la santé des travailleurs et de leurs familles. L'économie doit être maintenue à tout prix : «The show must go on». Déjà lors de la troisième vague en 2021, son objectif politique avait été de maintenir ouverts les secteurs les plus importants de l'économie, ainsi que, bien sûr, les crèches et les écoles, afin d'assurer la présence des travailleurs au travail.

La bourgeoisie s'efforce d'éviter une rechute de la fragile reprise. Le mot d'ordre de la nouvelle déclaration du gouvernement pour le budget 2022 était «ne pas ralentir la croissance, mais la soutenir». Dans ce contexte, le gouvernement fédéral en Belgique a décidé de prolonger une partie des mesures d'aide économique liées à la crise du Covid jusqu'au 31 décembre 2021 (procédure simplifiée, chômage temporaire, droit de crédits-ponts pour les secteurs à partir d'une baisse de 65% du chiffre d'affaires).

Les travailleurs ont également reçu quelques miettes pour leur contribution au maintien de l'ouverture de l'économie: 0,4% d'augmentation salariale sur une période de deux ans (ce qui ne compense pas l'adaptation des salaires à un indice des prix lacunaire), une augmentation du salaire minimum légal, une diminution des cotisations sociales sur les salaires bruts les plus bas qui rapporte quelques dizaines d'euros par an, la suppression progressive de la cotisation spéciale de sécurité sociale pour les revenus faibles et moyens, ce qui donne un avantage de 50 euros pour une personne seule et 150 euros par an pour un ménage à deux personnes. Enfin, les travailleurs aux revenus les plus modestes reçoivent une indemnité unique de 80 euros pour la hausse des prix de l'énergie. L'objectif de ces «concessions» est de dresser un écran de fumée pour détourner l'attention des travailleurs des projets futurs du gouvernement.

Plans gouvernementaux pour 2022 et au-delà

Les discussions relatives à ces mesures d'aide sont un leurre. Les véritables enjeux budgétaires concernent le relèvement de l'âge de la retraite, l'augmentation du taux d'emploi, sans oublier la transition énergétique vers des sources d'énergie plus durables. Ce sont ces pistes qui, outre les licenciements croissants, mèneront à terme

à une grave atteinte aux conditions de vie de la classe ouvrière.

1. Un contrôle renforcé des malades de longue durée. Le gouvernement prévoit d'imposer aux malades de longue durée un régime plus sévère, avec un «accompagnement» plus rigoureux vers le même ou un autre travail. Il veut ainsi remettre au travail 5.000 malades de longue durée par an. Le manque de coopération envers cet «accompagnement» peut être sanctionné par une réduction de l'allocation. Pour le moment, cette sanction reste faible (2,5% des allocations), mais elle permet de franchir un cap et d'envisager d'autres mesures afin d'intensifier la pression sur les malades de longue durée et sur les chômeurs. L'objectif est de porter le taux d'emploi à 80 %.

2. L'augmentation de l'âge de la retraite à 67 ans en 2030. Le fait que le taux d'emploi en Belgique soit proportionnellement si faible s'explique aussi par le fait que relativement peu de travailleurs de plus de 60 ans sont encore au travail. En outre, les prestations de retraite pèsent trop lourdement sur les dépenses publiques. C'est la raison pour laquelle l'âge de la retraite doit être relevé. La décision de principe à ce sujet a été prise il y a longtemps, mais sa mise en œuvre concrète, qui doit commencer en 2025, doit encore être négociée avec les syndicats, ce qui impliquera encore beaucoup de tractations et de manœuvres.

3) la transition énergétique concernant le nucléaire et les centrales au gaz. La transition vers une autre forme de production d'énergie renouvelable se poursuit (6). Ces coûts (construction de nouvelles centrales au gaz ou maintien en activité de certaines centrales nucléaires) se chiffreront en milliards et seront presque certainement répercutés sur le consommateur sous la forme de factures énergétiques mensuelles élevées. En outre, les voyages en avion risquent également de devenir plus chers, tandis que les habitations nouvellement acquises devront obligatoirement être isolées et les véhicules diesel ou à essence remplacés par des appareils électriques, ce qui augmentera considérablement le coût de la vie.

Crise du Covid, crise économique, crise

(suite à la page 3)

MANIFESTATIONS POUR LE LOGEMENT AUX PAYS-BAS

Le capitalisme est à l'origine de la crise du logement

Ger Rolsma, candidat à la présidence du parti socialiste néerlandais (PvdA), déclare sur son blog: «Je m'oppose à la libéralisation du marché du logement» (Recht op wonen). Dans cette déclaration, il spéculait sur l'ignorance des jeunes. Après tout, cette libéralisation n'est pas une politique qui s'impose seulement aujourd'hui et, de plus, elle n'a pas été initiée contre la volonté du PvdA. Au contraire, le

PvdA a été dans les années 1990 à la source de la libéralisation du marché du logement. Une piqure de rappel rapide :

- Dès l'entrée en fonction du gouvernement Kok I en 1994 (premier ministre socialiste), les sociétés de logement n'ont plus reçu de subventions ou des prêts bon marché de l'État pour la construction de logements à loyer modéré. Par la suite, ces mêmes

sociétés ont commencé à gérer leur affaire comme une entreprise commerciale, vendant un grand nombre de logements sociaux et démolissant les logements sociaux non rentables.

- En 2000, le gouvernement Kok II, dirigé par le même premier ministre socialiste, a publié un mémorandum sur le logement intitulé *Mensen, Wensen Wonen* (les gens, les souhaits, le logement), qui stipulait que d'ici 2010, l'accès à la propriété devait couvrir 65 % du parc immobilier total. Pour y parvenir, il fallait transformer chaque année 20.000 logements locatifs privés et 50.000 logements sociaux en logements à vendre. (Voir: *Vrije markt, vrije toegang?*)

- Ainsi, à l'initiative du parti socialiste néerlandais, un demi-million de logements sociaux locatifs ont disparu du parc immobilier jusqu'en 2009. Au cours de la période 2009-2015, selon le syndicat des locataires (*Woonbond*), 262.400 logements auraient disparu (voir: *Groot tekort aan huurwoningen*) et 100.000 autres au cours des cinq dernières années, ce qui signifie qu'environ 750.000 et un million de logements sociaux ont disparu au cours des 25 dernières années, soit un quart du total de ceux-ci.

Les conséquences de cette opération, qui dure depuis 25 ans, se font aujourd'hui sentir dans les statistiques.

Les logements à acheter sont devenus beaucoup trop chers pour la plupart des jeunes. Ils doivent donc louer. Mais les loyers dans le secteur privé sont également beaucoup trop chers. Reste donc le secteur locatif social. Cependant, il y a tellement peu de ces logements aujourd'hui que, pour pouvoir en obtenir un dans une ville comme Amsterdam, il faut attendre quinze ans. Dans les autres grandes villes, les choses évoluent dans le même sens.

En outre, au moins 80.000 logements sociaux sont dans un état médiocre ou très mauvais, selon les données de la *Housing Corporation Authority*. Les locataires peuvent ainsi être confrontés à des fuites, des murs et des plafonds moisies, des balcons impraticables ou des châssis pourris. (Voir: *Des dizaines de milliers de logements sociaux en mauvais état et parfois mûrs pour la démolition*; RTL News, 18-09-2021)

En réaction à cette crise du logement qui touche des centaines de milliers de gens qui cherchent

(suite à la page 2)

• Belgique: hausses de prix, réorganisations, travail plus dur et plus long, ...	
S'opposer à l'intensification de l'exploitation !.....	1+3
• Manifestations pour le logement aux Pays-Bas	
Le capitalisme est à l'origine de la crise du logement.....	1+2
• Manifestations contre le pass sanitaire	
La défense de la démocratie n'est pas un vaccin contre le capitalisme, mais un virus mortel pour le prolétariat	4
Nouvelles "marches pour le climat": Le capitalisme détruit la planète!	5
Le Parti communiste de Belgique: de la révolution à la contre-révolution	5
L'internationalisme signifie le rejet des deux camps impérialistes.....	6+5

MANIFESTATIONS POUR LE LOGEMENT AUX PAYS-BAS

(suite de la première page)

une habitation, plusieurs comités ont été constitués à Amsterdam et à Rotterdam, comme le «Bond Precaire Woonvorm», «Recht Op Stad», «niet te Koop», et «Verdedig Noord». Ils ont lancé des actions de protestation : le 12 septembre à Amsterdam et le 17 octobre à Rotterdam. Parallèlement, des manifestations en faveur du logement ont également été organisées à Tilburg, Nimègue, Arnhem, La Haye, Utrecht et Groningue.

Le logement est un aspect essentiel de la vie de la classe ouvrière, mais cela ne signifie pas que toute lutte contre la crise du logement se déroule sur son terrain. Des parties de la classe ouvrière ont certes participé aux manifestations actuelles, mais elles l'ont fait sur une base individuelle, «dissoutes» dans une masse informe composée de personnes issues de différentes couches de la société. Les travailleurs qui ont soutenu ces slogans, tels que «Garantir des logements suffisants et abordables !», ne l'ont pas fait en tant que travailleurs mais en tant que citoyens qui, en exerçant des pressions, espèrent que les autorités feront quelque chose pour remédier à la pénurie de logements. Mais c'est un vain espoir.

En effet, cette crise du logement n'est pas seulement le résultat de la libéralisation. Même un recul de la libéralisation ne résoudra pas la crise. La pénurie de logements est une caractéristique du capitalisme. Depuis son instauration, il n'a jamais été capable de fournir à la population, et en particulier à la classe ouvrière, des logements convenables et abordables. C'est parce que le logement est fondamentalement une marchandise dont le prix, à côté du prix du terrain, est en principe déterminé par les mêmes facteurs qui déterminent aussi le prix d'une voiture ou d'un manteau d'hiver.

L'article ci-dessous est une version abrégée d'un article publié sur le site internet en anglais (1). Il traite surtout de la crise du logement au Royaume-Uni, mais l'analyse qu'il développe est parfaitement valable pour tous les autres pays capitalistes, y compris les Pays-Bas et la Belgique.

♦ ♦ ♦

Depuis le milieu des années 1980, il n'y a plus eu de chiffres officiels sur le nombre de personnes qui squattent en Grande-Bretagne, mais un article récent du Guardian a révélé qu'entre 20.000 et 50.000 personnes le font, principalement dans des propriétés désaffectées depuis longtemps (2). Cette situation s'inscrit dans le contexte général d'un nombre croissant de personnes qui se battent pour garder un toit au-dessus de leur tête. Ainsi, les chiffres relatifs aux sans-abris ont augmenté ces dernières années : en Angleterre, 110.000 familles se sont déclarées sans-abri en 2011-2012, soit une augmentation de 22% par rapport à l'année précédente. 46% de ces familles étaient reconnues comme sans-abri par les autorités locales, ce qui représente une augmentation de 26% par rapport à l'année précédente.

L'organisation caritative *Crisis*, dont le site web a fourni les chiffres ci-dessus souligne que ces chiffres officiels sont probablement très imprécis, étant donné que la majorité des sans-abris sont cachés car ils ne se présentent pas dans les lieux, tels les refuges officiels pour sans-abri, que le gouvernement utilise pour collecter ses données. Les données sur le nombre de personnes qui dorment dans la rue constituent un autre indicateur de l'aggravation du problème du logement. Les chiffres officiels indiquent qu'en 2011, plus de 2.000 personnes ont dormi dans les rues en Angleterre toute la nuit, ce qui représente une augmentation de 23 % par rapport à 2010. Mais encore une fois, le chiffre réel est probablement beaucoup plus élevé, puisque les organisations non gouvernementales rapportent que plus de cinq mille cinq cents personnes dormaient dans les rues de Londres en 2011-2012, soit une augmentation de 43% par rapport à l'année précédente.

Au niveau de la planète, on estime qu'au moins 10 % de la population mondiale est touchée. De nombreux bidonvilles autour de villes telles que Mumbai, Nairobi, Istanbul et Rio de Janeiro sont en grande partie constitués de squatters (3). Les types de logements, les services dont disposent les habitants

ou l'absence de ceux-ci, le type de travail effectué et la composition de la population varient. Mais, dans leur ensemble, ils montrent que, malgré tous les biens produits et l'argent qui circule dans le monde, le capitalisme n'est toujours pas capable de répondre de manière adéquate à l'un des besoins humains les plus élémentaires. Cet article a pour objet d'en examiner les raisons.

Logement et capitalisme

Le point de départ est la reconnaissance que la forme que prend la question du logement au sein du capitalisme est déterminée par les paramètres économiques, sociaux et politiques de la société bourgeoise. Dans ce système, les intérêts de la classe ouvrière et d'autres classes exploitées comme la paysannerie sont toujours subordonnés à ceux de la bourgeoisie. Sur le plan économique, il y a deux dynamiques importantes. D'une part, le logement pour les ouvriers est un coût et, par conséquent, est soumis au même désir de réduction des coûts que tous les autres éléments liés à la reproduction de cette classe. D'autre part, le logement peut également être une source de profit pour une partie de la bourgeoisie, que ce logement soit offert à la classe ouvrière ou à une autre partie de la société. En termes sociaux et politiques, le logement soulève pour la classe dirigeante des questions de santé et de stabilité sociale, mais il offre également des possibilités de contrôle physique et idéologique de la classe ouvrière et des autres classes exploitées. C'était vrai aux premiers jours du capitalisme et cela reste vrai aujourd'hui.

Dans les premières années du capitalisme, la création de bidonvilles était une partie inhérente du développement capitaliste. La bourgeoisie avait besoin d'une main-d'œuvre bon marché, et les mauvaises conditions, la démolition et les maladies étaient au début de la période industrielle une conséquence secondaire. Dans certains cas, une partie de la classe capitaliste a également profité de la location d'appartements et de maisons vétustes à la classe ouvrière. Plus tard, au XIXe siècle, le capitalisme a commencé à chercher des solutions au problème du logement, notamment parce que ses conséquences ne se limitaient pas à la classe ouvrière. Ces réformes n'ont pas résolu le fond du problème. Renvoyons au livre de Friedrich Engels, «Sur le problème du logement», dans lequel il écrit : «*La même nécessité économique qui a créé [le bidonville] dans un endroit le crée aussi dans un autre. Et tant que la forme capitaliste de production existera, il sera insensé de chercher une solution au seul problème du logement, ou à tout autre problème social qui concerne le sort des travailleurs*». La suite de l'article est encore une illustration de l'impuissance de la bourgeoisie à résoudre le problème du logement.

La Première Guerre mondiale a produit un déficit de 610.000 logements en Angleterre, et de nombreux bidonvilles d'avant-guerre n'ont pas été démantelés. Au lendemain de la guerre, les autorités locales ont été autorisées à évacuer les bidonvilles et à construire des logements locatifs. Entre 1931 et 1939, plus de 700.000 logements ont été construits, relogant les quatre cinquièmes des personnes vivant dans des bidonvilles (3). La plupart des nouvelles maisons ont été construites dans de grandes banlieues à la périphérie de grandes villes comme Liverpool, Birmingham, Manchester et Londres. Certaines autorités locales ont expérimenté la construction de blocs d'appartements. Mais ces efforts représentent bien peu face aux deux millions et demi de logements construits à titre privé et vendus à la classe moyenne et aux parties mieux payées de la classe ouvrière. Néanmoins, cela ne signifie pas la fin des bidonvilles et le surpeuplement grave continue d'exister dans de nombreux quartiers populaires. La Seconde Guerre mondiale a entraîné un recul dans la mesure où la construction de logements a pratiquement cessé et

que les centres villes ont été exposés aux bombardements. L'après-guerre a été le témoin du programme de construction de logements par l'Etat le mieux coordonné de l'histoire britannique, qui a culminé à la fin des années 1950, lorsque plus de 300.000 logements sociaux étaient construits chaque année. Cette fois-ci, une des caractéristiques les plus marquantes était la construction de grands immeubles d'appartements. Des aides à la construction privée étaient également accordées et, en 1975, 52,8% des logements étaient des propriétés privées, contre 29,5 % en 1951 (la location de logements privés passait de 44,6 % à 16 % au cours de la même période) (4).

En Grande-Bretagne et dans les autres

du Sud ont un parcours commun : un régime de croissance relativement lente, voire ralentie, puis une accélération brutale vers une croissance rapide dans les années 1950 et 1960, les immigrants ruraux étant alors de plus en plus casés dans des bidonvilles périphériques» (5). La croissance lente ou ralentie de beaucoup de ces villes était le résultat de leur statut de colonie des grandes puissances. En Inde et en Afrique, les dirigeants coloniaux britanniques avaient promulgué des lois visant à empêcher la population indigène du pays de s'installer dans les villes et à contrôler les mouvements et le mode de vie des citoyens. L'impérialisme français a imposé des restrictions similaires dans les régions d'Afrique sous



grandes puissances capitalistes, l'après-guerre a rendu possibles d'importants changements en matière de logement. Le «boom» d'après-guerre, fondé sur les améliorations très importantes de la productivité après les ravages de la guerre, a donné à l'État les moyens d'augmenter les dépenses dans un certain nombre de domaines, dont le logement. Comme nous l'avons déjà noté, les bombardements avaient détruit ou endommagé certains quartiers ouvriers importants dans les villes qui étaient des centres de production. Les industries qui se sont développées après la guerre, comme l'industrie automobile, ont entraîné la construction de nouvelles usines, souvent en dehors des anciennes concentrations. Cela a nécessité la construction de logements pour les travailleurs. Il y avait également un motif politique pour répondre aux besoins sociaux et réduire ainsi le risque de troubles après la guerre.

Toutefois, le «boom» de l'après-guerre n'a pas atteint de nombreuses régions du monde. Il s'agit notamment de quelques pays occidentaux, comme l'Irlande, où la grande pauvreté et les bidonvilles ont persisté jusqu'au «boom» économique des années 1980. Mais il s'agit principalement de ce que l'on appelle le «tiers monde», qui comprend essentiellement les continents et les pays qui ont fait l'objet d'une domination impérialiste de la part des grands pays capitalistes. En bref, la plupart des pays du monde. De ce point de vue, il devient clair que l'argument d'Engels est non seulement confirmé, mais confirmé à une échelle qu'il n'aurait pu imaginer.

Se loger dans un capitalisme en décomposition

Aujourd'hui, un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles et la majorité de la population mondiale est désormais urbaine. La plupart de ces bidonvilles se trouvent dans le «Tiers Monde» et, dans une moindre mesure, dans certaines parties du vieux bloc de l'Est (qui fut appelé autrefois le «Second Monde»). La situation est nouvelle. Dans le livre *Planet of Slums* (*Planète des bidonvilles*), publié en 2006, l'auteur, Mike Davis, affirme que «la plupart des mégapoles

son contrôle. Il semble logique de penser que ces restrictions étaient liées au statut de nombre de ces pays en tant que fournisseurs de matières premières à leurs maîtres coloniaux. Mais même en Amérique latine, où l'emprise coloniale était clairement moins stricte, la bourgeoisie locale pouvait être tout aussi opposée à l'intrusion de sa population rurale dans les villes. À la fin des années 1940, par exemple, une répression sévère était mise en place contre les squatters qui s'installaient dans des centres urbains tels que Mexico à la suite de la politique d'industrialisation locale visant à remplacer les importations.

Cette situation a changé lorsque le colonialisme a pris fin et que le capitalisme s'est mondialisé. Les villes ont commencé à augmenter en taille et en nombre. En 1950, il y avait 86 villes dans le monde avec une population de plus d'un million d'habitants. En 2006, elles étaient 400 et en 2015, elles devraient être 550. Les centres urbains ont absorbé la majeure partie de la croissance démographique mondiale au cours des dernières décennies et la population active urbaine s'élevait à 3,2 milliards en 2006 (6). Ce dernier point met en évidence le fait que dans des pays comme le Japon, Taiwan et, plus récemment, l'Inde et la Chine, cette croissance est liée au développement de la production. En Chine, des centaines de millions d'agriculteurs ont quitté les campagnes pour s'installer dans les villes, en particulier dans les zones côtières où l'industrialisation a été la plus importante ; des centaines de millions d'autres vont probablement suivre. En 2011, la majorité de la population chinoise était urbaine (7).

Cela peut donner l'impression que le processus du XIXe siècle se poursuit ; que le développement chaotique initial sera remplacé par une progression plus soutenue de la chaîne de valeur de la production, avec la hausse des salaires, de la richesse et des marchés intérieurs qui en résulte. Ceci est utilisé pour étayer l'argument selon lequel le capitalisme reste dynamique et progressiste, et qu'il permettra, avec le temps, de sortir les pauvres de la pauvreté, de nourrir les affamés et de loger les habitants des bidonvilles.

Mais ce n'est pas l'histoire complète de la période actuelle. Dans de nombreux autres pays, il n'existe aucun lien entre le développement des villes et des bidonvilles qui y sont associés, et le développement de la production.

On peut en voir les conséquences dans les bidonvilles qui entourent de nombreuses villes du sud. Si ce sont les mégapoles qui font la une des journaux, la majorité des citoyens pauvres vivent dans des villes de second ordre, souvent peu ou pas équipées et qui n'attirent guère l'attention. Les récits des conditions de vie des habitants de ces bidonvilles qui traversent *Planet of Slums* reflètent des parties de l'analyse d'Engels. Dans les centres villes, les pauvres s'entassent non seulement dans les vieilles maisons et dans les nouveaux immeubles construits pour eux par des spéculateurs, mais aussi dans les cimetières, sur les rivières et dans les rues. La plupart des habitants des bidonvilles vivent cependant à la périphérie des villes, souvent sur des terrains pollués, menacés par des catastrophes environnementales ou inhabitables pour d'autres raisons. Leurs maisons sont souvent faites de morceaux de bois et de vieilles bâches en plastique, souvent sans infrastructures et soumises à l'expulsion par la bourgeoisie, ainsi qu'à l'exploitation et à la violence de divers spéculateurs, de propriétaires négligents et de bandes criminelles qui contrôlent le secteur. Dans certaines zones, les squatters obtiennent la propriété légale du terrain et parviennent à obtenir des autorités municipales qu'elles fournissent des services de base. Partout, ils sont victimes d'exploitation. Comme en Angleterre au XIXe siècle, la misère rapporte de l'argent. De grands et petits spéculateurs construisent des propriétés, parfois légales, parfois illégales, et requièrent des loyers comparables pour ces locaux loués aux appartements urbains les plus chers des riches. Le manque de services offre d'autres possibilités, notamment la vente d'eau.

La bourgeoisie continue à essayer de «résoudre» la crise du logement que sa société crée. Comme par le passé, cela est toujours limité par ce qui est compatible avec les intérêts du système capitaliste et de la bourgeoisie au sein de ce système. D'une part, on a tenté de résoudre le problème au bulldozer, en expulsant des millions de pauvres, qu'il s'agisse de travailleurs, d'anciens agriculteurs, de petits commerçants ou de rebuts de la société, de leurs maisons et en les refoulant dans de nouveaux bidonvilles. Ou encore à la campagne, loin des yeux, des oreilles et des nez des riches. D'autre part, toute une bureaucratie a été créée pour résoudre le problème du logement, telle le FMI, la Banque mondiale, l'ONU et les ONG internationales et locales ; mais ils le font toujours dans le cadre du capitalisme. Dans ce cas, il existe une alliance très inhabituelle entre les soi-disant radicaux, qui veulent donner «une voix» aux pauvres, et les institutions capitalistes internationales telles que la Banque mondiale, qui veulent trouver une solution de marché qui encourage l'esprit d'entreprise et la propriété.

Enfin, il y a l'objectif non explicité, mais toujours présent, de diviser les exploités au moyen du mélange habituel de cooptation et d'oppression. Ainsi, les organisations qui commencent par des revendications radicales, comme les groupes de squatters, finissent souvent par collaborer avec la classe dirigeante une fois que quelques concessions leur ont été faites. Chez certains idéologues, on trouve même des échos du passé, comme l'idée que la solution consiste à donner aux pauvres des droits légaux sur les terres où ils vivent. Engels montre que cette «solution» ramène rapidement au problème initial, car elle ne modifie pas le principe de base de la société capitaliste selon lequel «le capitaliste a la possibilité de payer la force de travail ce qu'elle coûte, mais d'en tirer beaucoup plus qu'elle ne coûte en forçant le travailleur à travailler plus longtemps qu'il n'est nécessaire afin de dépasser le coût de



la force de travail»(8).

Dans les vieux pays capitalistes d'Europe occidentale et des États-Unis, le retour de la crise économique ouverte à la fin des années 1960 a entraîné deux changements majeurs qui ont eu un impact sur le logement de la classe ouvrière. Le premier était la nécessité de limiter les dépenses de l'État, notamment les allocations versées aux travailleurs ; le second a été le déplacement du capital des investissements productifs vers la spéculation, où les rendements semblaient plus élevés.

La réduction des dépenses publiques a d'abord entraîné un ralentissement du nombre de logements sociaux construits, puis, sous Thatcher, la vente du parc de logements sociaux et la limitation de la poursuite de la construction par les autorités locales. Mais rien de tout cela n'a commencé avec Thatcher. Nous avons déjà souligné les efforts consentis par les gouvernements travailliste et conservateur pour promouvoir la propriété privée avant et après la Seconde Guerre mondiale, principalement par le biais d'une réduction des impôts sur les prêts hypothécaires. La vente de logements sociaux a réduit non seulement le coût du capital pour la construction de logements, mais aussi le coût de leur entretien, étant donné que le nouveau propriétaire en était lui-même responsable. L'idée que la propriété foncière contribuerait à contenir la menace de la classe ouvrière remonte à encore plus loin.

La spéculation financière est devenue de plus en plus fébrile à mesure que la lutte pour un rendement rentable du capital s'intensifiait ces quarante dernières années. La déréglementation financière qui a caractérisé à la fois le Royaume-Uni et les États-Unis dans les années 1980 a permis à la bourgeoisie de développer des formes de spéculation de plus en plus complexes. Dans les années 1990, l'argent a été injecté dans une série de nouveaux instruments basés

sur l'extension du crédit à des secteurs de plus en plus importants de la classe ouvrière. L'évolution des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis est typique de cette approche. Les spéculateurs pensaient qu'ils étaient en sécurité en raison de la complexité des instruments financiers dans lesquels ils investissaient et de la notation élevée qu'ils recevaient d'agences de notation comme Standard and Poor. L'effondrement du marché des subprimes en 2007 a montré qu'il s'agissait d'une illusion et a jeté les bases d'un effondrement plus large qui a suivi, un effondrement dont les conséquences sont toujours visibles.

La première bulle immobilière a éclaté dans les années 1990 et a plongé de nombreuses personnes dans une situation de réserves financières négatives, entraînant un grand nombre de saisies. Cette fois-ci, la bourgeoisie a encore réussi à limiter l'impact, de sorte qu'il y a eu moins de saisies. Toutefois, le prix du logement est devenu moins abordable grâce à la combinaison de la hausse continue des bulles et du durcissement des conditions de crédit après 2007, de sorte que de nombreux jeunes ne peuvent plus se permettre d'acheter. Dans le même temps, le secteur de la location est devenu plus petit. L'offre de la municipalité est limitée et strictement contrôlée, avec des critères qui condamnent les jeunes à des logements petits et minables, quand ils ne finissent pas dans un B&B. Avec les nouvelles restrictions sur les aides locatives, les familles seront jetées à la rue et obligées de déménager de leur zone d'habitation, ce qui fait que l'une des rares options est de squatter un des milliers d'immeubles abandonnés. Et nous revoilà à notre point de départ.

La réponse à la question du logement

Le problème du logement auquel sont confrontés les travailleurs et d'autres classes exploitées dans le monde prend des formes très différentes d'un pays à

l'autre et divise souvent les victimes du capitalisme. Il peut sembler y avoir un fossé infranchissable entre un jeune travailleur vivant en marge d'une ville comme Pékin ou Mumbai dans un squat, sur un terrain inondé par les crues ou infesté de poisons industriels, et un jeune travailleur qui ne peut prétendre à un appartement social à Londres ou obtenir une hypothèque sur une maison à Birmingham. Pourtant, la question qui se pose à tous les travailleurs est de savoir comment vivre en tant qu'êtres humains dans une société qui est soumise à l'extraction des profits du plus grand nombre en faveur d'une minorité. Et quels que soient les changements dans la forme et la portée de la question, son contenu reste toujours le même. La conclusion d'Engels reste aussi valable aujourd'hui qu'il y a plus d'un siècle : «*Dans une telle société, la privation de logement n'est nullement une coïncidence, c'est une institution nécessaire ; on ne peut remédier au problème - avec toutes les conséquences de l'hygiène, etc... - que lorsque toute la structure de la société qui en est coupable est fondamentalement transformée*»(9) ■

North/11.1.2013

(1) [Capitalism produces the housing crisis](#); IC-Conline 2013

(2) [The Guardian](#) 03-12-2012, [Squatters are not home stealers](#) (les squatters ne sont pas des voleurs de maison).

Une partie de la campagne idéologique pour légitimer la nouvelle loi contre le squatage consistait à publier un compte rendu détaillé des propriétaires de maisons qui ont retrouvé leur maison squattée après une période d'absence.

(3) Stevenson *British Society 1914-45*, chapter 8 "Housing and town planning". Penguin Books, 1984.

(4) Cfr: Morgan, *The People's Peace. British History 1945-1990*. Oxford University Press, 1992.

(5) Davis, *Planet of Slums*, Chapitre 3, "The Treason of the State", Verso 2006. Les paragraphes suivants s'inspirent largement de ce chapitre.

(6) Ibid., Hoofdstuk 1, "The Urban Climatic", pp. 1-2.

(7) UN Habitat, *The State of China's Cities 2012-2013*, Executive Summary, p. VIII.

(8) Friedrich Engels Sur la question du logement, partie 2, "Comment la bourgeoisie traite la question du logement".

Discussions avec le CCI



En cette période de règles strictes dues au virus Covid-19, où les rassemblements physiques et les discussions et le débat sont rendus beaucoup plus difficiles, la confrontation fraternelle et argumentée des idées reste le cœur du développement de la conscience de classe. La réflexion théorique et la capacité à tirer les leçons des expériences d'hier et des luttes d'aujourd'hui sont des jalons essentiels pour l'avenir.

Le CCI appelle donc ses lecteurs à s'inscrire autant que possible dans cette démarche en envoyant des contributions écrites, que ce soit des comptes rendus sur des meetings auxquels vous avez assisté, ce qui se passe sur votre lieu de travail, dans votre secteur ou autour de vous, ou encore des contributions théoriques, etc. Ne pouvant tout publier, nous nous efforcerons de répondre dans notre presse sur les éléments les plus saillants et déterminants afin de participer à la compréhension de la situation actuelle et de l'expérience de la classe ouvrière.

Contactez nous également concernant d'autres possibilités de discussion et restez ainsi au courant des prochaines réunions publiques : benelux@internationalism.org

BELGIQUE: HAUSSES DE PRIX, RÉORGANISATIONS, TRAVAIL PLUS DUR ET PLUS LONG, ...

(suite de la première page)

climatique, crise du logement : manifestations de la décomposition capitaliste

Les différentes crises se succèdent de plus en plus rapidement, avec des conséquences de plus en plus graves : la crise du Covid-19, la crise économique, la crise climatique, la crise du logement. Et la bourgeoisie n'a pas de solution.

1. la crise du Covid-19. À la fin de l'été, la bourgeoisie présentait la crise du Covid-19 comme terminée, mais moins d'un mois plus tard, le nombre d'infections a de nouveau augmenté. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une quatrième vague et même après, la crise pandémique ne sera pas terminée. Aussi longtemps que la majorité de la population mondiale et une partie importante de la population belge n'aura pas reçu d'anticorps ou n'en aura pas reçu suffisamment, de nouveaux cas apparaîtront en Belgique. Entre-temps, les hôpitaux sont sous pression, car depuis plus d'un an et demi, le personnel soignant effectue son travail sous une très forte contrainte.

2. la crise économique. Selon la bourgeoisie, elle était liée aux confinements généraux, qui ont dû être proclamés dans tout le pays. Mais maintenant qu'il n'y a plus de confinement, outre la menace de licenciement des dizaines de milliers de travailleurs, nous sommes confrontés à la hausse des prix de l'énergie, à l'augmentation de l'inflation due à l'affaiblissement de l'euro, à une pénurie de pièces de production due à la perturbation des lignes d'approvisionnement mondiales ainsi qu'à l'instabilité géopolitique, et à un manque de main-d'œuvre qui paralyse régulièrement la production et les services. Une reprise économique stable semble hors de question pour l'instant.

3. La crise climatique. Les conséquences des inondations, qui ont touché des centaines de milliers de familles en Wallonie l'été dernier et fait de plus

d'un milliard de familles des sans-abris (7), sont encore loin d'être réglées. En novembre, quatre mois plus tard, 10.000 familles n'ont toujours pas accès à l'eau ou au gaz. De nombreuses personnes doivent encore compter sur la Croix-Rouge pour obtenir des repas chauds. La reconstruction exigera au moins 4 milliards d'euros, et probablement bien plus. Le gouvernement wallon n'a pratiquement aucune marge de manœuvre, car il est déjà dans le rouge à hauteur de 4 milliards d'euros. Malgré cela, le gouvernement fédéral refuse d'avancer plus de 1,2 milliard pour permettre cette reconstruction.

4. la crise du logement. Comme les Pays-Bas, la Belgique connaît également une crise du logement (8). Il y a 300.000 ménages belges à la recherche d'un logement décent. L'importante pénurie de logements dans le secteur social, qui ne représente que 7% du total des logements, pousse les gens vers le marché locatif privé, alors que près de la moitié des logements du secteur privé ne répondent pas aux besoins de base. De nombreuses familles sont obligées de se réfugier dans des taudis, des boxes de garage et des arrière-chambres dans les combles (9). En 2016, le Comité européen du risque systémique (CERS) a constaté que les dettes des ménages en Belgique, où 72% des logements sont occupés par leur propriétaire, augmentent dangereusement. Pour la première fois en 2016, elles étaient supérieures à la moyenne de la zone euro.

Ces différentes crises peuvent en fait être ramenées à une seule crise : la crise historique du capitalisme. Il est illusoire de croire que le capitalisme en décadence permettra une reprise économique durable. Le capitalisme est ravagé par une crise économique permanente depuis un siècle, en particulier depuis la fin des années 60. Et depuis une trentaine d'années, il a plongé le monde dans une spirale de pourriture et de barbarie sanglante.

Un timide réveil de la combativité ouvrière

Au cours des cinq années du gouvernement Michel (2014-2019), les salaires réels ont baissé de 2,4 %, le salaire minimum a baissé et le nombre de travailleurs pauvres (dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian) a augmenté de 16 % (10). Eurostat a calculé que sur les 4,6 millions de Belges ayant un emploi, on estime que 230.000 n'ont pas un revenu suffisant pour vivre. 1,8 million de Belges ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté (11). Et la dernière période de corona a rendu très difficile pour les ouvriers de résister à la pression de la bourgeoisie.

Ces derniers mois, cette tendance semble s'inverser.

La lutte contre les réductions de salaire, contre le prolongement de la durée de travail, contre la charge de travail trop élevée, contre le manque de personnel, contre l'augmentation des prix est la base essentielle pour mener une résistance aux plans d'attaques de la bourgeoisie. Aujourd'hui, la résistance se montre timidement à travers des actions dans divers secteurs comme dans les Centres D'leteren du 1er au 21 septembre, parmi le personnel hospitalier à Bruxelles le 6 septembre, chez Ikea à Liège le 16 septembre, à l'aéroport de Charleroi le 20 septembre, à la SNCB le 8 octobre, chez Lidl et ALDI la 2ème quinzaine d'octobre.

Les conditions de la lutte de la classe ouvrière sont cependant très complexes et contradictoires. Alors que certains secteurs ont été durement touchés par la crise du Covid-19 et sont confrontés à des restructurations, des fermetures et des licenciements, certains secteurs souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre et imposent une charge de travail croissante aux travailleurs. En outre, la conscience de l'existence d'une classe exploitée face au capital est encore quasi absente, ce qui permet de séparer facilement les petites et rares manifestations ouvrières et même de les entraîner facilement dans des mouvements «citoyens», comme

les manifestations climatiques (12) et les manifestations contre la vaccination (13). Même si nous saluons la lutte des travailleurs contre la détérioration des conditions de travail, les licenciements et la réduction de leurs salaires dans la mesure où c'est la seule possibilité de mettre un terme à la détérioration imposée par le capital, la voie vers une lutte en tant que classe unie n'est pas une autoroute.

La bourgeoisie, consciente que ses plans d'austérité peuvent susciter la colère des travailleurs et compte sur les syndicats pour saboter toute lutte, lance des actions prématurées sans perspectives, détourner l'attention vers de faux pistes qui amplifient le sentiment d'impuissance face à la misère. Les syndicats sont des experts dans la répartition des ouvriers par secteur, par usine, par catégorie. Lors des confinements, nous avons vu comment ils ont manœuvré pour isoler les travailleurs des entreprises «performantes» de ceux des entreprises «moins performantes». Les négociations sur l'accord salarial sont actuellement menées par les syndicats secteur par secteur : la SNCB, puis l'enseignement, puis le secteur hospitalier. Ils renforcent ainsi l'idée qu'il n'existe pas de classe, mais différentes catégories de travailleurs ayant des intérêts distincts.

Mais le capitalisme reste une société de classe, dans laquelle le capital et le travail sont directement opposés et ont des intérêts absolument opposés. La classe ouvrière, qui en tant que classe exploitée fait partie de cette société de classe, mais qui ne peut affirmer son être en tant que classe révolutionnaire que comme négation de cette même société, n'a aucun intérêt à maintenir le système, qui s'enfoncé un peu plus chaque jour dans une crise économique, causant souffrance et misère à des parties toujours plus grandes de la classe, et les laisse littéralement sur le carreau.

Dans sa lutte, la classe ouvrière ne peut pas compter sur les syndicats ou la gauche, aussi radicaux que soient leurs discours, elle ne peut même pas comp-

ter sur les faiblesses de la bourgeoisie, mais uniquement sur sa propre force, c'est-à-dire : son auto-organisation et sa conscience. Ce n'est que dans et par la lutte qu'elle peut retrouver sa confiance en soi et sa propre identité en tant que classe et prendre conscience des enjeux de la lutte. Plus que jamais, la nécessité de renverser ce mode de production historiquement sénile se fait sentir, il n'existe pas de voie plus facile ■

Dennis/2021.11.16

(1) Voir: Ecolo/Groen et Vlaams Belang, vainqueurs des élections : «*Les dérives dangereuses de l'idéologie verte et du populisme*»; *Internationalisme* 371.

(2) Bart Van Craeynest, «*Les réformes sont la voie à suivre pour sortir de cette crise, qu'attendons-nous?*»; 04/04/2021.

(3) Banque nationale de Belgique ; 20/04/2021.

(4) Vodka Paper, «*De houdbaarheid van onze overheidsfinanciën*», juni 2021.

(5) Voir: «*Nous sommes confrontés à une vague de faillites*», le 23 septembre 2021.

(6) Dans l'article Covid-19 «*Politique de crise en Belgique: Derrière la mascarade de 1 équipe de 11 millions*», les oppositions et les divisions inchangées (*internationalisme* 374), nous avons expliqué en détail comment la crise du Covid-19, elle-même expression et accélérateur de la décomposition du capitalisme, exacerbe le «chacun pour soi» et exacerbe les oppositions bourgeoises. Les récents événements qui ont entouré la nouvelle centrale à gaz de Vilvorde illustrent parfaitement la tendance à faire prévaloir l'intérêt de la région, ou de son propre parti, sur l'intérêt national.

(7) Voir : «*Inondations, sécheresse, incendies... Le capitalisme mène l'humanité à une catastrophe mondiale*!»

(8) Interview avec Hugo Beersmans, porte parole de «*Woonzaak*»: «*Crise du logement: depuis 2014, la Flandre est compétente pour l'Habitat mais refuse d'intervenir*».

(9) Voir l'article dans ce journal : «*Le capitalisme provoque la crise du logement*», *Internationalisme* 375.

(10) Voir: Baromètre socio-économique FG TB : le 7 octobre 2019, «*vers plus de sécurité et de qualité*».

(11) Voir : «*Travailler et vivre pourtant dans la pauvreté : cela existe également en Belgique*»; 04/01/2019.

(12) Voir dans ce journal : «*Nouvelles «manifestations pour le climat»: Le capitalisme détruit la planète!*»

(13) Voir l'article dans ce journal : «*La défense de la démocratie n'est pas un vaccin contre le capitalisme, c'est un virus mortel pour le prolétariat*»

MANIFESTATIONS CONTRE LE PASS SANITAIRE

La défense de la démocratie n'est pas un vaccin contre le capitalisme, mais un virus mortel pour le prolétariat

Depuis plus d'un mois, se multiplient les manifestations, largement montées en épingle par les médias, où s'expriment de manière anarchique et contradictoire les revendications anti-vaccins et celles contre un pass sanitaire jugé «liberticide». Tout cela dans un front anti-Macron généralisé où se côtoient pêle-mêle des partis politiques allant de l'extrême gauche du capital à l'extrême droite, un melting-pot d'individus ou de familles indignés par telle ou telle déclaration ou décision gouvernementales, des prolétaires isolés, des manifestants se réclamant du mouvement des gilets jaunes. Difficile de retrouver sa boussole dans un tel magma informe.

Ces manifestations ne sont en rien l'expression de lutte du prolétariat. Bien au contraire, s'y exprime un élan primaire de nationalisme, avec la présence de nombreux drapeaux tricolores dans les rangs des protestataires, la confusion extrême, l'aveu d'impuissance, le désarroi, l'irrationalité dominante face à une situation de crise sanitaire et sociale qui touche l'ensemble du monde capitaliste. Cette cristallisation autour de revendications multiformes, agrégeant la méfiance envers la science aux appels à la défense des «libertés individuelles», fait effectivement les choux gras de l'actualité médiatique où les intérêts contradictoires, divergents, parfois farfelus, sont mis en balance avec les mesures gouvernementales présentées mensongèrement comme l'expression de la défense de l'intérêt général et du bien commun face à la pandémie de Covid-19 et l'envolée d'une quatrième vague d'infection. Comme d'habitude, chacun est appelé à se positionner comme «citoyen», à choisir son camp face à tel ou tel problème sanitaire, politique et social, pris isolément, occultant ainsi la responsabilité du système capitaliste comme un tout et son obsolescence.

Même si une minorité de prolétaires, ulcérés par l'attitude et les mensonges du pouvoir, participent à ces manifestations, elles expriment avant tout un sentiment de frustration, de colère impuissante propre aux couches petites-bourgeoises, et l'absence de perspective. Ainsi, les syndicats, ces organes bourgeois d'encadrement des luttes, en particulier ceux qui se présentent comme les plus «radicaux», tels SUD-Santé ou certaines fédérations de la CGT, ont saisi l'occasion pour lancer une série de préavis de grèves dans différentes villes comme Marseille, Lyon, Toulouse, Bastia ou des régions (Hauts-de-France) pour appeler les personnels de santé à se mobiliser contre le vaccin obligatoire et réclamer l'abrogation du pass sanitaire. Même chez les pompiers, où les mêmes mesures contraignantes ont été décrétées, le syndicat autonome «maison» a emboîté le pas. Tout cela

au nom de la défense de la «liberté de choix», c'est-à-dire sur le terrain du droit bourgeois qui constitue un véritable poison pour la classe ouvrière et sa perspective révolutionnaire.

Les organisations d'extrême gauche en profitent également pour désorienter davantage la classe ouvrière en alimentant la confusion entre les revendications ouvrières et la défense des «droits des citoyens», en présentant mensongèrement ce mouvement comme «un tremplin pour les luttes ouvrières à venir». La bourgeoisie et ses différentes officines politiques, particulièrement celles de gauche et d'extrême gauche, savent faire flèche de tout bois pour pourrir la réflexion ouvrière face à la crise, au chaos ambiant, à l'incurie des mois précédents, utilisant à plein la décomposition de tout le système capitaliste, expliquant, avec de faux airs de respectabilité, comment l'État bourgeois devrait organiser la gestion de la crise.

En réalité, l'aggravation de la situation est une nouvelle expression, non seulement de l'incurie de la bourgeoisie, mais surtout de l'impuissance généralisée depuis près de deux ans de tous les États, incapables de mettre en commun les avancées, les compétences et les moyens de lutter contre la pandémie. Nous avons assisté à la concurrence effrénée de tous les laboratoires et à l'utilisation des vaccins comme une arme impérialiste par tous les États, sous le poids de la loi universelle du profit capitaliste.

Pourquoi une telle méfiance à l'égard des vaccins ?

Comment une partie de la population ne pourrait-elle pas avoir peur d'un scandale sanitaire après bientôt deux ans de mensonges quotidiens des autorités? C'est de manière totalement éhontée que le gouvernement se pare lui-même des atouts d'une vision rationnelle et scientifique alors qu'il a su de multiples occasions passer outre les insinuations des scientifiques au beau milieu des premières vagues de la pandémie, valoriser

médiatiquement les plus opportunistes d'entre eux, justifier l'injustifiable pour l'utilisation des masques, des protections sanitaires au travail, dans les transports, relativisant sa propre incurie dans des comparaisons infectes avec des situations plus catastrophiques. Tous ces mensonges, ces innombrables demi-vérités et justifications foireuses du gouvernement ont évidemment créé un climat de suspicion dans la population. Mais au-delà des doutes et des pré-



jugés, la pandémie a été l'occasion d'un foisonnement de théories fumeuses et d'affirmations délirantes, non seulement sur les réseaux sociaux où les complottistes sont le plus actifs, mais également de la part des médias et des politiciens eux-mêmes. Alors que des milliards de personnes ont été vaccinées depuis les premiers tests, les rares «cas» d'effets secondaires dramatiques suspectés (et rarement confirmés) sont montés en épingle, par de pseudo-experts, au mépris de toute démarche scientifique, quand ils ne sont simplement pas inventés de toutes pièces.

Le Covid-19 a pourtant tué plus de quatre millions de personnes dans le monde, sans doute plus... pas les vaccins! Le Covid-19 continue de muter, d'infecter et de tuer, particulièrement dans les parties du monde privées de campagne vaccinale d'envergure. Il continue également d'infecter et de fragiliser une population de plus en plus jeune, non vaccinée, dans les pays centraux. Certains, pourtant, doutent encore de l'efficacité vaccinale, dénoncent un prétendu «manque de recul» face aux «nouvelles techniques» (qui en fait ne sont pas nouvelles). Le doute et le scepticisme sont des vertus scientifiques, pas la méfiance irrationnelle!

Les inquiétudes irrationnelles que l'on retrouve peu ou prou dans les affirmations de tous les opposants aux vaccins ne sont pas une nouveauté! La réticence

superstitieuse face à la recherche scientifique s'exprimait déjà à la fin du XVIIIe siècle alors qu'émergeaient les premières pratiques vaccinales contre la variole. Pasteur lui-même, lorsqu'il découvre le vaccin contre la rage en 1885, a dû faire face à ces discours «antivax». Il est alors accusé de maltraiter les animaux et de n'inventer des vaccins que pour se remplir les poches! Près d'un siècle et demi plus tard, en dépit des progrès inouïs de la science et de la

le terrain le plus anti-ouvrier qui soit. Le mouvement ouvrier a dénoncé à de multiples reprises ce piège et affirmé que «tant que l'État existe, il n'y aura pas de liberté; quand régnera la liberté, il n'y aura plus d'État». (1)

La perspective révolutionnaire est la seule alternative

Le gouvernement profite de la situation pour monter les gens les uns contre les autres, attisant les tensions et les rancœurs. En multipliant les campagnes de propagande, en faisant plus ou moins ouvertement passer tous les individus qui doutent et ont peur pour des «complotistes antivax» totalement délirants, la bourgeoisie a poussé une partie des vaccinés à voir dans les opposants aux vaccins des boucs émissaires faciles à l'origine des nouvelles vagues de contamination, dédouanant à moindres frais le capitalisme, l'État et son irresponsabilité qui ont conduit à la situation dramatique d'aujourd'hui. Pour les anti-vaccins, leur mobilisation contre la «dictature» Macron est un gage de responsabilité pour faire vivre et défendre la démocratie, en dénonçant et interpellant les «moutons» serviles subissant les lois «liberticides» d'une vaccination forcée. Ces divisions s'inscrivent dans une logique de confrontation désastreuse où les véritables enjeux pour en finir avec le chaos capitaliste disparaissent sous un fatras de confusions et d'impuissance.

L'exaspération qui s'exprime dans les manifestations et dans la population en général a en effet pris la forme d'un désarroi et du sentiment de subir les diktats d'un gouvernement arrogant qui a multiplié les incohérences face à la pandémie, imposant confinements à répétition, soufflant le chaud et le froid sur une population qui ne voit toujours pas le bout du tunnel, se targuant d'une démarche scientifique à la petite semaine alors que l'incurie bourgeoise était à l'œuvre. Mais cette colère ne peut en aucune façon déboucher sur une prise de conscience du prolétariat de l'effondrement grandissant et de l'impasse irrémédiable du système capitaliste quand cette opposition, ce rejet se cristallisent de manière épidermique, sans recul ni réflexion dans une colère impuissante contre un gouvernement et un président ressentis comme sources de tous les maux et perçus comme des mauvais gestionnaires, incompetents et inefficaces, de ce système.

Face à un tel bourbier social et idéologique que la bourgeoisie alimente et attise quotidiennement, il ne sera pas facile au prolétariat de réagir sur son terrain de classe solidaire pour contrer les véritables attaques frontales à venir, de ses conditions de travail et de vie. Son terrain de classe n'est pas celui de la défense de l'État, de la défense de l'économie nationale et du drapeau tricolore. Son autonomie de classe pour l'affirmation de sa lutte, l'organisation de ses combats, il devra la défendre contre toutes les forces vives de l'État, au pouvoir ou non, indépendamment des mouvements interclassistes où des faux amis, généralement de gauche, qui tenteront de dévoyer sa colère. Le prolétariat a besoin de lucidité et de confiance en ses propres forces pour déjouer tous ces pièges et cela est déjà un enjeu immédiat ■

Stopio/13 août 2021

(1) Lénine, *L'État et la Révolution* (1917).

Lisez la Revue Internationale



sommaire	
1	Présentation de la Revue
3	La pandémie de COVID-19 révèle le délabrement du capitalisme mondial La pandémie, un préliminaire social qui a pour but le délabement du monde La bourgeoisie surprise par la pandémie vague, ébranlée par les révoltes L'origine du capitalisme dans sa phase finale de décomposition engendre la société Comment la société communiste future sera-t-elle née? Alors que le communisme est nécessaire, mais aussi la révolution est possible!
7	La prise en charge de la Santé dans la Russie des soviets (La Conservation de la Santé en Russie Soviétique - M.A. Semichko) Conditions primaires du travail du Communiste Pénitentiaire Une année de travail
16	Pandémie de COVID-19 Bourgeoisie capitaliste généralisée ou Révolution prolétarienne mondiale
17	Les États-Unis et le capitalisme mondial engagés sur une voie sans issue La Chine ne peut pas combler le vide Les dangers pour le monde communiste Un dénouement des organisations révolutionnaires
19	100 ans après la fondation de l'Internationale Communiste, quelques leçons pour les combats du futur? (2e partie) 1920-21 : Le mot de la vague révolutionnaire Les conséquences désastreuses du soutien "aux mouvements de libération nationale" Contre les moyens au déclin des principes
22	Le programme communiste dans la phase de décomposition du capitalisme Dordogne et la grande ville La révolution face à la décomposition du capitalisme Le contenu théorique du "programme immédiat pour la révolution" de l'Internationale De nombreux inconvénients, mais quelques avantages importants Les motivations de la révolution communiste Pas de généralisation, mais des idées radicales Dénoncer les manipulations L'avenir du mouvement Régime des vices
33	La difficile évolution du milieu politique prolétarien depuis Mai 68 (2ème partie) L'impact de la décomposition Le développement de la révolution politique Maoïsmes, 2011 : l'essor de nouvelles forces politiques et les difficultés nouvelles Problèmes contemporains et perspectives futures

(suite de la page 6)

L'INTERNATIONALISME SIGNIFIE LE REJET DES DEUX CAMPS IMPÉRIALISTES

dans une «voie parlementaire» vers le socialisme, mais il n'a jamais soutenu les guerres capitalistes ou les luttes nationalistes. L'auteur du message originel, *ajjohnstone*, renvoie au blog officiel du *SPGB* qui fait une critique éloquent non seulement du sionisme mais aussi du nationalisme palestinien: *«Il est facile de voir pourquoi les pauvres dans les camps de réfugiés palestiniens pourraient considérer la promesse d'un gouvernement autonome palestinien comme une réponse. Malheureusement, comme les sionistes, les Palestiniens ont succombé à un dangereux mythe du passé; dans leur cas, le mythe selon lequel la Palestine leur appartenait. Ce n'était pas le cas: la plupart des Palestiniens se débattaient sur de minuscules parcelles de terre, sous le poids de dettes massives, exploités par une classe de propriétaires terriens. La Palestine n'appartenait pas aux Palestiniens, pas plus que l'Israël moderne n'appartient aux Israéliens de la classe ouvrière. En 1930, la famille rurale moyenne en Palestine était endettée à hauteur de 27 livres sterling, ce qui représentait approximativement le revenu annuel de cette famille. Selon les chiffres de 1936, un cinquième d'un pour cent de la population (soit 0,2%) possédait un quart des terres! Il est clair que la Palestine préisraélienne n'appartenait pas aux paysans palestiniens: en 1948, ils ont été chassés de terres qui n'étaient pas les leurs.*

Ils ne le réalisent pas encore, mais les ouvriers de la région - indépendamment des frontières nationales où ils vivent aujourd'hui - ont une identité d'intérêt. Espérons qu'ils parviendront à reconnaître leurs intérêts communs et à rejeter le nationalisme et le fanatisme religieux qui engendrent de fausses divisions, la violence et la haine raciale. En ce qui concerne la ferveur nationaliste et religieuse, il n'y a rien à quoi nous puissions nous identifier en tant que socialistes, car les deux sont des abstractions qui

ont imprégné les ouvriers de la région d'une fausse conscience qui les empêche d'identifier leurs véritables intérêts de classe»(5).

En même temps, les messages de ce camarade sur le fil de discussion de *libcom*, après avoir chassé le nationalisme palestinien par la porte, semblent le laisser revenir par la fenêtre à travers l'idée que les manifestations et les émeutes des Palestiniens à l'intérieur d'Israël pendant le conflit constituent un mouvement de «résistance» qui offre un signe d'espoir pour l'avenir. Le camarade parle de *«l'évolution significative des Palestiniens-Israéliens qui participent désormais plus pleinement à la résistance. Après tout, ce sont les lois de type apartheid appliquées à Cheikh Jarrah et les attaques contre la mosquée principale qui ont déclenché l'agitation actuelle... Si ce mouvement palestino-israélien contre la discrimination se développe et commence à exercer un pouvoir politique en dehors de la Knesset, je ne peux que le considérer comme une tournure positive des événements pour saper l'influence de l'idéologie sioniste dominante»*(6). Il est vrai que de nombreux jeunes Palestiniens sont descendus dans la rue en réaction aux tentatives d'expulsion de familles arabes à Jérusalem-Est, ou aux pogroms de l'extrême droite sioniste, mais étant donné l'absence totale de réponse prolétarienne à la guerre en Israël/Palestine, étant donné la longue histoire des divisions nationalistes attisées par une guerre presque continue, ces mobilisations n'ont fait que renforcer les affrontements ethniques et l'atmosphère de pogrom en Israël, et se sont ouvertement alignées sur la réponse militaire du Hamas depuis la bande de Gaza. Elles n'offrent en aucun cas la base d'une future unification des ouvriers arabes et juifs contre leurs exploiters.

Cette fenêtre dangereuse a également été ouverte par un groupe comme l'ACG (*Anarchist Communist Group*), dont

nous avons critiqué les confusions sur la «légitimité» de l'État sioniste dans un article précédent (7). Dans ce cas, l'ACG voit quelque chose de positif dans le fait que les manifestations et la «grève générale» palestiniennes ont été organisées par des comités de base dans les quartiers plutôt que par les organisations palestiniennes traditionnelles: *«Les masses palestiniennes doivent être auto-organisées et échapper au contrôle du Hamas ou des factions de l'OLP - dans une certaine mesure, c'est déjà le cas...»* L'ACG cite ensuite le +972 Magazine: *"Une caractéristique extraordinaire des manifestations est qu'elles sont principalement organisées non pas par des partis ou des personnalités politiques, mais par de jeunes activistes palestiniens, des comités de quartier et des collectifs de base.»*

Cela ravive les souvenirs de la réaction anarchiste dominante pendant la guerre d'Espagne dans les années 1930, lorsque les anarchistes ont considéré que, parce que les industries et les exploitations agricoles étaient «autogérées» par les ouvriers, il y avait bien là une révolution en cours, alors que la réalité était que ces structures étaient entièrement intégrées dans l'effort de guerre «antifasciste» un conflit impérialiste des deux côtés qui a préparé le terrain pour la guerre de 1939-45.

Contrairement à ces attitudes ambiguës, les positions des groupes de la Gauche communiste vers lesquelles pointent des liens dans le fil de discussion le CCI (8) et la TCI (9) sont sans équivoque. Alors que peu de groupes anarchistes ont une vision claire de la notion d'impérialisme, les deux organisations de la Gauche communiste dénoncent les manœuvres impérialistes dans la région ainsi que les machines de guerre d'Israël et du Hamas, qui ne peuvent que servir leurs propres objectifs impérialistes ou ceux d'autres. La déclaration de la TCI commence par le slogan «ni Israël, ni Palestine» et reconnaît, comme l'article du

CCI, que l'atmosphère de pogrom existe des deux côtés, dans chaque camp: *«La solution du gouvernement israélien consiste à laisser des groupes fascistes comme "La Familia" se déchaîner dans les quartiers arabes de villes comme Lod en criant «Mort aux Arabes».(...) La jeunesse arabe a riposté et attaqué des cibles juives. Ils reprennent l'appel des fascistes en criant «Mort aux Juifs», un appel qui a valu à la presse israélienne d'utiliser l'accusation chargée d'émotion de «pogrom». Mais il y a maintenant des pogroms des deux côtés de la «violence communautaire».*

Il y a aussi une déclaration des *Angry Workers of the World (AWW)*, un groupe «ouvriériste» ou «autonomiste» qui est assez clair dans sa position internationaliste et qui réfute lucidement toute illusion sur les mobilisations dans les quartiers palestiniens, et la grève générale en particulier:

«La grève générale du 18 mai... a été encensée par les gauchistes du monde entier qui n'avaient pas examiné son contenu réel. La simple expression «grève générale» suffisait, pour eux, à démontrer qu'une véritable action de la classe ouvrière avait eu lieu. Mais la grève elle-même était appelée «d'en haut» et interclassiste jusqu'à la moelle. Bien que des masses d'ouvriers aient fait grève (seuls 150 des 65.000 travailleurs de la construction se sont présentés, 5.000 travailleurs du nettoyage et 10 % des chauffeurs de bus étaient absents, etc.) elle a aussi été largement embrasée par les représentants de la classe moyenne. Elle a d'abord été appelée par le Higher Monitoring Committee, le représentant de facto de la classe moyenne arabe en Israël, et a été reprise avec enthousiasme par le Fatah et le Hamas, qui ont ordonné à leurs propres travailleurs du secteur public de s'y joindre. Ces partis n'étaient pas intéressés par la construction du pouvoir de la classe ouvrière, en fait ils s'y sont toujours activement opposés. Le grand

succès de la grève, de l'avis de tous ses dirigeants et de tous les journalistes, a été la démonstration de l'unité du «peuple palestinien», mais elle avait aussi pour objectif plus profond de lier plus étroitement la classe ouvrière aux institutions bourgeoises qui la dirigent» (10).

Il est noté sur le fil de discussion que les déclarations de la TCI et des AWW semblent avoir suscité beaucoup d'injures et de haine en ligne. Mais les internationalistes ne dénoncent pas les guerres capitalistes pour être populaires. Tant en 1914-18 qu'en 1939-45, la minorité internationaliste qui est restée ferme sur ses principes a dû faire face à la répression de l'État et à la persécution des voyous nationalistes. La défense de l'internationalisme ne se juge pas d'après ses résultats immédiats mais par sa capacité à fournir une orientation qui puisse être reprise à l'avenir par des mouvements qui constituent réellement une résistance prolétarienne à la guerre capitaliste. Ainsi, ceux qui se sont opposés à la sombre vague de chauvinisme en 1914, comme les bolcheviks et les spartakistes, ont préparé le terrain pour les soulèvements révolutionnaires de la classe ouvrière de 1917-18■

Amos/30 06 2021

(1) "Jerusalem and Gaza" (*libcom.org*)
(2) "Contre le poison nationaliste, solidarité internationale de tous les travailleurs!", *Révolution internationale* n° 489, juillet - août 2021.
(3) Freedom for Palestine! Statement from Anarchist-Communist Groups in Oceania Red and Black Notes (*redblacknotes.com*)
(4) "On the crisis in Israel-Palestine" – *Anarchist Communist Group* (*anarchistcommunism.org*)
(5) "Socialism or your money back : war without end".
(6) Posts 4 et 7 sur le fil de discussion de *libcom*.
(7) L'ACG rejette les politiques identitaires mais "accepte" un État d'Israël démocratique et laïque, *ICConline*, octobre 2020.
(8) Conflit israélo-palestinien : les guerres et les pogroms sont l'avenir que nous réserve le capitalisme, *ICConline*, mai 2021.
(9) «Ni Israël, ni la Palestine : pas de guerre mais guerre de classe» (*leftcom.org*)
(10) Editorial #3: Palestine – Israel - *Angry Workers*.

NOUVELLES "MARCHES POUR LE CLIMAT": LE CAPITALISME DÉTRUIT LA PLANÈTE!

Depuis plusieurs mois, les catastrophes climatiques s'enchaînent à un rythme effréné aux quatre coins de la planète: sécheresses, gigantesques incendies, pluies diluviennes, coulées de boue, inondations... Alors que les victimes de la crise environnementale se comptent en millions chaque année et que même les États les plus puissants s'avèrent toujours plus incapables de faire face aux catastrophes, le dernier rapport du GIEC est venu confirmer que le dérèglement climatique atteindra dans la prochaine décennie des proportions hors de contrôle.

Dans notre presse, nous avons régulièrement mis en avant que les racines du réchauffement climatique sont à chercher dans le fonctionnement même du capitalisme. Non seulement, les catastrophes climatiques sont de plus en plus dévastatrices, nombreuses et incontrôlables, mais les États, sous le poids de décennies de coupes budgétaires, sont de plus en plus désorganisés et défaillants dans la protection des populations, comme nous avons pu le voir récemment par exemple en Allemagne, aux États-Unis ou en Chine. La bourgeoisie ne peut plus nier l'ampleur de la catastrophe, mais elle ne cesse, particulièrement à travers ses partis écologistes, d'expliquer que les gouvernements devraient enfin prendre des mesures vigoureuses en faveur de l'environnement. Toutes les factions de la bourgeoisie ont leur petite solution: *green economy*, décroissance, production locale, etc. Toutes ces prétendues solutions ont un point commun : le capitalisme pourrait être «réformé». Mais la course au profit, le pillage des ressources naturelles, la surproduction délirante de marchandises ne sont pas des «options» pour le capitalisme, ce sont les conditions *sine qua non* de son existence!

Face à la catastrophe annoncée, l'indignation et l'inquiétude sont immenses, comme l'ont démontré les «marches pour le climat» de 2019 rassemblant des millions de jeunes de nombreux pays. À l'époque, nous mettions toutefois en avant que ces marches se déroulaient sur un terrain totalement bourgeois: les «citoyens» étaient, en effet, appelés à faire «pression» sur l'État bourgeois, cette machine monstrueuse dont la raison d'être est la défense des intérêts capitalistes à l'origine de la détérioration sans précédent de l'environnement. En réalité, le problème du climat ne peut se résoudre qu'à l'échelle mondiale et le capitalisme, où s'affrontent impitoyablement les nations, est incapable d'apporter



une réponse à la hauteur des enjeux : les grandes conférences environnementales, où chaque État cherche cyniquement à protéger ses sordides intérêts sous couvert de défense de l'environnement en sont des illustrations criantes. La seule classe qui puisse affirmer un véritable internationalisme et mettre fin à l'anarchie de la production, c'est la classe ouvrière et la société contenue dans ses propres entrailles: le communisme!

Après un été 2021 annonciateur de futures catastrophes, les partis écologistes et de la gauche du capital (trotskistes, stalinien, anarchistes, sociaux-démocrates, etc) vont tenter de remettre les marches pour le climat sur le devant de la scène. Il s'agit d'une nouvelle tentative de la bourgeoisie pour canaliser la colère vers les mêmes impasses politiques : la dilution de la classe ouvrière dans le «peuple», les illusions sur la capacité de l'État «démocratique» à «changer les choses». C'est pourquoi nous invitons nos lecteurs à lire ou à relire le tract international que nous avions distribué lors des premières marches de 2019 et qui conserve aujourd'hui toute sa validité ■

Lien vers le site web: «Tract international du CCI:

le capitalisme menace la planète et la survie de l'humanité: seule la lutte mondiale du prolétariat peut mettre fin à cette menace».

Le Parti communiste de Belgique: de la révolution à la contre-révolution

Un article sur le Parti communiste de Belgique (PCB) est publié sur notre site. L'article décrit le cadre général de l'histoire du parti: son origine, sa fondation et aussi sa dégénérescence. Dans cet article, nous montrons, entre autre, que en dépit de l'opinion bourgeoise générale le parti était en fait déjà fondé en novembre 1920 et non au début du mois de septembre 1921.

Dans les articles suivants, nous reviendrons plus en détail sur les différentes étapes de l'existence du PCB : la lutte pour la fondation du parti après la trahison de la social-démocratie, la lutte contre l'opportunisme croissant dans ses propres rangs, et son passage final dans le camp de la bourgeoisie au début de la Seconde Guerre mondiale.

L'internationalisme signifie le rejet des deux camps impérialistes

Le déclenchement d’une guerre impérialiste a toujours été un test pour ceux qui prétendent être du côté de la classe ouvrière mondiale contre le capitalisme. En 1914, il a clairement séparé ces «socialistes» et «anarchistes» qui se sont ralliés à la défense de leur propre classe dominante de ceux qui, même au prix de l'isolement et de la répression, ont maintenu fermement le principe selon lequel les ouvriers n'ont pas de patrie.

En même temps, si ces lignes de démarcation étaient très claires, il y avait aussi un «centre», un «marais» composé d'éléments qui, pour des raisons diverses, étaient incapables de prendre une position sans ambiguïté pour ou contre la guerre, soit parce qu'ils utilisaient des phrases creuses sur la paix et la justice pour cacher leur propre dérive vers un accommodement avec le capitalisme, soit parce qu'ils faisaient des efforts sincères mais confus pour se diriger dans la direction opposée, c'est-à-dire vers le camp prolétarien.

Dans les réactions au conflit actuel en Israël/Palestine, nous pouvons observer des schémas similaires. Dans les principales villes d'Europe et des États-Unis, nous avons vu de nombreuses manifestations nous appelant à choisir un camp contre l'autre: principalement ceux brandissant des drapeaux palestiniens et soutenus par un ensemble de libéraux, de sociaux-démocrates, de trotskistes, d'islamistes et autres. Ces marches avaient pour fonction de canaliser l'indignation réelle provoquée par l'assaut brutal d'Israël contre Gaza au service d'un conflit impérialiste plus large. Les slogans «Palestine libre» et «Nous sommes tous le Hamas» non seulement déclarent leur soutien aux bandes nationalistes visant à établir un nouvel État capitaliste, mais coïncident également avec les objectifs impérialistes de l'Iran, du Qatar, de la Russie et de la Chine. En face d'eux se trouvaient des groupes plus restreints de sionistes purs et durs pour qui Israël ne peut rien faire de mal et qui, s'ils critiquent la politique américaine au Moyen-Orient, ne font qu'exiger un soutien américain encore plus flagrant à l'expansion impérialiste d'Israël. Dans les deux cas, il s'agit de mobilisations pro-guerre.

Mais il y a aussi ceux qui rejettent ces rassemblements au nom de l'internationalisme de la classe ouvrière. Par exemple, le site *libcom.org* offre un espace à ceux principalement, mais pas seulement, des groupes ou des individus qui se qualifient d’«anarchistes de lutte de classe» qui s'opposent au soutien aux luttes de libération nationale ou à

la création de nouveaux États bourgeois.

Un examen du fil de discussion «Jérusalem et Gaza»(1) fournit un échantillon de l'éventail de groupes et d'opinions qui disent ne s'identifier à aucun des deux camps dans le conflit. Ou plutôt, il révèle que parmi ceux qui se réclament de la position internationaliste sur cette guerre et d'autres semblables, il y a de nouveau un «centre», un terrain marécageux dans lequel des positions prolétariennes se mêlent à des concessions à l'idéologie dominante, et donc à des justifications de la guerre impérialiste.

Aujourd'hui, la plupart des courants politiques qui composaient ce «centre» pendant la Première Guerre mondiale ont soit disparu, soit fait une paix définitive avec la bourgeoisie, beaucoup d'entre eux retournant dans les partis sociaux-démocrates qui, au début des années 1920, étaient clairement devenus des auxiliaires de l'État capitaliste. Dans les conditions actuelles, les divers groupes et tendances anarchistes sont les composants que l'on retrouve les plus fréquemment dans la mouvance de ce marais: à une extrémité, ils fusionnent ouvertement avec l'aile gauche du capital, à l'autre, ils défendent des positions internationalistes bien définies. Cela a été clairement démontré dans la réaction des anarchistes à la guerre en Israël/Palestine.

D'une part, nous avons des organisations anarchistes qui ne se distinguent quasiment pas des trotskistes. L'article de notre section en France identifie *l'Organisation Communiste Libertaire* comme un exemple de ce type d'anarcho-gauchisme: «*Face au déchaînement de violence orchestré par un régime israélien en pleine crise politique, porté par un Netanyahu à bout de souffle et prêt à sacrifier les Palestiniens pour assurer sa pérennité au pouvoir, les condamnations timorées (ou pire, les déclarations renvoyant Israéliens et Palestiniens dos à dos) ne suffisent pas. Le droit international doit être appliqué». On ne saurait être plus clair!*»(2). Un exemple édifant d'anarchistes faisant appel à la fiction bourgeoise du «droit international»!

Sur le fil de discussion de *libcom*, la déclaration d'un certain nombre de «groupes anarchistes communistes» d'Océanie adopte une position similaire. Tout en prétendant dénoncer le nationalisme, elle nous appelle à prendre parti pour une "résistance palestinienne" qui lui est en quelque

sorte extérieure. «*L'occupation israélienne est une forme nue d'oppression coloniale, et ses victimes palestiniennes ont tout à fait le droit d'y résister par tous les moyens qui sont en accord avec le but final de la libération (...). Il n'y a pas de zone grise, il n'y a pas deux camps égaux en guerre. Les masses palestiniennes résistent à l'oppression*»(3) À la fin du tract, un appel est lancé pour que les gens participent à une série de manifestations «Palestine libre» organisées dans toute l'Australie.

Aux États-Unis, la *Workers Solidarity Alliance* manie également un double langage. D'une part: «*Nous soutenons une vision d'ouvriers, de paysans et d'opprimés juifs et palestiniens qui remettent en question et finissent par rompre avec les imaginaires et les idéologies suprématistes, nationalistes et militaristes, et qui s'unissent dans une lutte commune pour venir à bout du pouvoir, des privilèges et de la haine en établissant une entraide, une solidarité intercommunautaire et une autogestion collective*». Et dans la phrase suivante, il est dit: «*à l'extérieur, nous salvons les ouvriers américains qui soutiennent boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël, et qui protestent publiquement contre la violence en cours en Palestine occupée*». Les campagnes de boycott de tel ou tel État suivent la même logique que les «sanctions» imposées par un État à un autre pour avoir bafoué le «droit international» ou les «droits de l'homme».

Les choix effectués par les promoteurs de ces campagnes sont significatifs en soi. Par exemple, le régime syrien d'Assad, soutenu par la Russie, est directement responsable du plus horrible massacre de la population syrienne, mais vous ne trouverez jamais de gauchistes organisant des marches pour dénoncer ce carnage certains groupes trotskistes considèrent même Assad comme une force anti-impérialiste. Israël, en revanche, est régulièrement défini par l'aile gauche du capital comme un État qui n'a pas le droit d'exister comme si, du point de vue de la classe ouvrière, tout État capitaliste avait le droit «légitime» d'imposer son exploitation et son oppression.

En revanche, le fil de discussion contient également des déclarations de la *CNT-FAI* (avec celles de son affiliée britannique, la *Solidarity Federation*) et de son affiliée russe, le *KRAS*, qui évitent cet appel à prendre parti dans le conflit et défendent les bases d'une réponse internationaliste. Le *KRAS*

(dont nous avons déjà publié les déclarations contre la guerre dans le Caucase) affirme que les problèmes en Israël/Palestine «*sont générés par les intérêts des dirigeants et des capitalistes de tous bords pour le pouvoir et la propriété; ces problèmes ne peuvent être éliminés qu'en éliminant les responsables éliminés par une lutte commune et, finalement, par la révolution sociale conjointe des travailleurs juifs et arabes, des Palestiniens et des Israéliens ordinaires*.

Le chemin vers cette décision est difficile et long. Trop de désespoir, trop fraîche l'odeur du sang versé, l'esprit des gens ordinaires est trop empoisonné par les nationalismes israélien (sioniste) et arabe, les émotions font trop rage aujourd'hui. Mais il n'existe pas d'autre voie vers la paix dans cette région qui souffre depuis longtemps, et il ne peut y en avoir...)

NON À LA GUERRE! NON AU NATIONALISME, AU MILITARISME ET AU FANATISME RELIGIEUX DE TOUS LES CÔTÉS! NI ISRAËL, NI PALESTINE, MAIS UNE LUTTE DE CLASSE COMMUNE DES TRAVAILLEURS DANS LA RÉGION!»

La déclaration de l'*Anarchist Communist Group* au Royaume-Uni est également relativement claire sur le rejet des solutions nationales:

«*Parce qu'une solution au conflit ne peut finalement être qu'une société commune, sans classe et sans État, dans laquelle des personnes de différentes origines religieuses (et non religieuses) et ethniques peuvent coexister pacifiquement. Et le moyen d'y parvenir ne peut être que la lutte de classe, avec les ouvriers s'unissant des deux côtés pour améliorer leur situation et surmonter ainsi de vieux ressentiments. C'est la tâche du mouvement anarchiste et communiste libertaire de faire pression en ce sens*»(4).

L'idée de la «résistance» palestinienne: une fenêtre ouverte sur la trahison de l'internationalisme

Il se trouve que le fil de discussion *libcom* n'a pas été lancé par un anarchiste, mais par un membre du *Socialist Party of Great Britain (SPGB)*. Ce groupe, un survivant semi-fossilisé de l'époque où la Deuxième Internationale était une organisation prolétarienne, maintient ses profondes illusions

(suite à la page 5)

● Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d' " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la

classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue

l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.